

**Synthèse du forum virtuel concernant les logiciels libres et l'Afrique, organisé sur la liste africa_net http://fr.groups.yahoo.com/group/africa_net/
11 au 23 février 2002**

Temps de lecture : 6 mn – 12 000 signes

Cette synthèse constitue à la fois un tour d'horizon de ce qui a été évoqué lors de la quinzaine mais pourra également servir de base à des discussions ultérieures sur des points non traités ou des questions en suspens (propo SO). Elle devrait également servir de plate-forme pour le développement du Libre (passer de la réflexion à l'action). Il s'agit d'un travail continu et collaboratif qui s'enrichira des réflexions et expériences des uns et des autres

1) Bilan quantitatif :

Plus de 80 contributions ont été déposées par une quinzaine de personnes (pour 150 inscrits) qui parlaient en leur nom propre ou au titre de leur organisation. Celles-ci travaillaient au Burkina Faso, au Bénin, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal et en France.

2) Bilan qualitatif :

Les points suivant ont été abordés :

2.1) Les avantages du Libre :

Les LL permettent de **passer d'une logique de consommateur à celle d'acteur** (MM et MH). Ils permettent de s'affranchir de la tutelle des firmes occidentales, de réaliser des économies qui peuvent être réinvesties dans des **développements locaux**, de créer de **l'emploi « durable » et de proximité** et de donner à l'Afrique une reconnaissance internationale dans sa **capacité de production**(MM). La disponibilité des codes sources permettent de s'affranchir des droits d'auteurs et de **partager la connaissance** (KL) Dans cette optique de développement local, les langues africaines (reconnaissance des caractères spéciaux et production de contenu en langues nationales - DO) ainsi que d'autres besoins non encore pris en compte ni même envisagés par les acteurs occidentaux pourraient être assurés par les LL (ARD et PF). Se pose cependant le pb de la dispersion des efforts (PV) et de la difficile atteinte d'une masse critique dont on va reparler par ailleurs (ARD). Concernant les langues et l'appropriation des outils, les expériences menées en Inde (Cf Simputer sous licence GPL) tracent des pistes en recherchant des interfaces visuelles et sonores qui ne nécessitent pas l'alphabétisation des opérateurs (ARD).

Sur le plan juridique, l'Afrique, en utilisant les LL, ne pourra plus prêter le flanc à la critique concernant le **piratage** et développera en toute légalité (CP). Dans l'esprit du libre, il y a mutualisation des ressources, chacun ajoutant sa valeur au produit final sans réinventer la roue (CP et ARD). Ne seront rajoutées que des fonctionnalités dont les gens auront besoin (ARD).

Les logiciels propriétaires sont totalement fermés et inféodants . Ils ne permettent pas l'appropriation et des développements spécifiques. (PF et CP). De plus, ils manquent de documentation et toute la chaîne qu'ils imposent est payante. (CP). Les utilisateurs de logiciels propriétaires sont **dépendant des stratégies commerciales de mise à jour des produits**. La situation sera-t-elle différente pour les LL ? Qui corrigera les bugs survenants ? . Ne pas oublier que l'utilisateur n'est pas un informaticien(RTN) .Faudra t'il faire appel à des sociétés spécialisées qui vendront leurs services ?(RTN et SO)

La force des LL est de pouvoir réunir un ensemble de personnes sur un projet de développement qui représente un **réel challenge** et de les faire travailler à son élaboration et à son évolution (cf Mozilla). (PF). De nombreux sites où l'on peut trouver

conseils, coups de mains et ressources existent. L'accès à ces communautés nécessite cependant une **connexion Internet**, notamment pour la mise à jour des produits (ARD). Les universités africaines, les associations qui ont des étudiants africains en informatique peuvent se servir de cette synergie en créant un **réseau de partenariat** entre elles. Les produits créés donneront à leurs auteurs et aux structures auxquelles ils appartiennent une reconnaissance certaine (PF).

Les LL malgré leurs coûts d'acquisition faibles ou inexistants ne sont pas réservés à des structures disposant de peu de moyens. La preuve, de nombreuses entreprises ou administrations.fr commencent à s'y intéresser (CP). Par ailleurs il y a souvent une confusion entre Libres et gratuits. Les logiciels libres peuvent être commercialisés et donc susciter également des **vocations entrepreneuriales** (KL).

Inversement il y a des logiciels propriétaires qui sont gratuits et permettent de faire des tas de choses. Ceci relativise l'argument gratuité des LL (RTN)

Sur le plan matériel, les configurations requises par les LL ne nécessitent **pas d'ordinateurs dernier cri** (PF). **L'aspect multitâches de Linux, sa stabilité et la sécurité** qu'il génère (rapides corrections des failles) constituent également des avantages certains (KCO)

Comment favoriser le développement des LL en Afrique ?

Les gouvernements africains doivent favoriser la recherche et la production en LL selon MM. Il faut les convaincre de l'intérêt que présentent les LL (SB). PF pense qu'il vaut mieux compter sur les personnes et sur leur volonté d'investissement au profit des communautés et de leurs projets. Selon CP, on peut bouger les gouvernements mais ce sera difficile dans la mesure où les éditeurs acquièrent une position **de monopole de fait** auprès de ces derniers.

Il faudra plutôt **prendre appui sur les étudiants** qui sont souvent des adeptes du Libre. Par ailleurs les **communautés de développeurs** sont très « ouvertes » et prêtes à accueillir les nouveaux.

En France aussi, il y a un **pb de visibilité des LL**. Malgré les événements organisés (cf Linux Expo), le concept et les outils sont très mal connus des décideurs et utilisateurs potentiels (CP). **Il faut faire sortir les LL du cercle des informaticiens** (KL et SB).

Quelles actions sont entreprises en Afrique à ce sujet ? (KL). L'ATULL (Togo) et l'AMULL (Mali) organisent des séances d'information et de sensibilisation aux LL (SB). A la DELGI (Burkina Faso), des formations à l'utilisation de Linux ont été organisées (KCO).

Des **actions de promotion et de sensibilisation** du LL auprès du grand public doivent être entreprises. Cependant une réelle démocratisation des LL passera par leur **insertion dans le milieu éducatif** (écoles et universités) (KL). Des **approches sectorielles** peuvent également favoriser le développement (cf le succès du cd documentaire ISIS) (MM). Des **actions de formation** auprès des utilisateurs et développeurs doivent être menées (SB). Mais, celles-ci, notamment dans le domaine universitaire, ne sont-elles pas dépendantes des politiques d'équipement menées par les gouvernements ? (PV). Des universités privées, indépendantes des politiques gouvernementales organisent des formations en fonction des besoins recensés. C'est sur elles qu'il faudra prendre appui en priorité. (MM)

Les LL ne sont pas reconnus dans les administrations donc peu porteurs pour les apprenants en terme d'emploi. (ARD). Une autre solution consisterait à demander à chaque étudiant formé au Libre de développer une application, même très simple (DO). Il ne faut pas négliger non plus la voie du **volontariat** qui permet à des étudiants des « pays du nord » de transférer des compétences dans les PVD. Ceci est souvent bien vu dans leur CV, notamment par l'aspect « conduite de projet » induit (PF).

Les conditions de succès des LL

Il faut que les logiciels soient **conviviaux** et que des **communautés panafricaines** s'en emparent afin de les faire évoluer et de les mettre à jour (MM et PF). Pourquoi les africains ne seraient-ils pas capables de rendre Linux aussi convivial que Windows ? (KL)

Des distributions de Linux rendent l'installation de plus en plus aisée(cf Mandrake) mais en contrepartie elles nécessitent des configurations de plus en plus musclées (CP).

Il faudra des développements conséquents pour que les LL arrivent à la hauteur de certains logiciels propriétaires (cf navigateur MS Explorer).(CP) La nécessité des mises à jour ou de la veille oblige à avoir une **connexion Internet** et pour les plus gros LL, de bonne qualité, ce qui n'est pas une évidence en Afrique (ARD) **Tous ces développements nécessitent une masse critique d'utilisateurs** (ARD, SB, KL, KCO). Il faut donc favoriser l'émergence de cette masse critique par des projets de développement systématiquement associé au LL. (ARD) et en augmentant le nb d'utilisateurs de LL via la formation.

Dans un argumentaire LL et dans des modules de formation/information, il faudra **distinguer très nettement les intérêts du développeur et ceux de l'utilisateur**. Les enjeux ne sont pas du tout les mêmes (RTN).

Il faut convaincre l'utilisateur/consommateur de basculer sous un autre système avec toutes les inconnues que cela induit (compatibilité matérielles et logicielles). Comment s'y prendre ?

L'utilisateur se soucie peu du système qu'il utilise. Il veut retrouver ses logiciels et ses pratiques habituelles (ARD) Le double amorçage est-il opérationnel et présente-t-il une solution ?(KL). Selon SB, il n'y a pas d'inconvénients ni de contraintes à avoir Linux et Windows sur le même PC et choisir ainsi son environnement de travail. C'est un bon début pour se familiariser avec Linux et Open Office. Il ne faut également pas oublier que des logiciels libres tournent sous Windows, ce qui peut faciliter la transition (MH). Hormis dans les toutes dernières distributions de Linux, adopter ce système peut devenir un réel calvaire pour l'utilisateur. Habitué au mode graphique de Windows, sera-t-il prêt à travailler en mode texte et en quelque sorte à revenir en arrière ? (SO).

En dehors de la possibilité d'utiliser 2 OS sur une même machine, il faudra veiller à ce que des **passerelles** soient organisées entre LL et propriétaires et ne pas s'enfermer dans des formats qui isoleraient les adeptes de tel ou tel système (SO)

Il ne faudra également pas oublier d'intégrer, dans tout projet de basculement, les **coûts de formation des utilisateurs** qui peuvent être importants (ARD et SO)

L'argument « coût » sur lequel on s'appuie généralement pour « vendre » les LL n'est pas pertinent dans la mesure où en Afrique peu de gens savent que les licences sont « payantes » (!) (SB). Peut-être faudrait-il sensibiliser les grands groupes qui eux ont une idée très précise sur le sujet (SB).

La position prise récemment par la Commission Européenne sur la **brevetabilité des logiciels** (cf mail de KL), même si elle ne concerne pas directement l'Afrique, peut constituer une réelle menace pour le développement des LL. (PV).

L'**abaissement des taxes et droits de douane** permettrait d'abaisser les coûts d'acquisition et faciliterait l'accès à l'ordinateur et par voie de conséquence aux LL.(MH et KL) Des n° d'accès nationaux à Internet réduirait les factures téléphoniques et autoriserait les mises à jour des logiciels (MH). La **difficulté est de chiffrer l'impact** de telles mesures (KL). Selon SO, tout ne peut pas être chiffré. De plus l'investissement dans les systèmes d'information et l'accroissement des compétences des opérateurs sont des œuvres de longue haleine. Comment mesurer et quantifier les effets à si long terme. Par ailleurs comment l'Etat peut récupérer dans son budget, ce qu'il laisse filer dans les baisses de taxes (SO) ?

Le modèle économique du LL s'appuie sur le travail de communautés de bénévoles. Comment intéresser les informaticiens africains à ce dispositif dans la mesure où ils ont déjà du mal à gagner leur vie. Le **bénévolat** semble t-il réaliste dans ce contexte ? (RTN). Rien n'empêche de commercialiser des logiciels libres, ce qui peut assurer un revenu à son auteur et donc l'intéresser au développement (KCO, RTN, SO, PF et KL). Il ne faut pas considérer les LL comme la panacée mais intégrer les avantages et freins qu'ils induisent dans une politique globale de développement de l'Afrique.

PV le 27 février 2002

ARD : Alain Roblin Demont – aldem@ttl0.com

CP : Cédric Protière – cedric.protiere@eisti.fr
DO : Don Osborn - dzo@bisharat.net
KCO : Konate Check Omar - konateomar@yahoo.com
KL : Ken Lohento - kenloh@avu.org
MH : Mathias Houngbo - mathias@houngbo.net
MM : : Moustapha Mbengue – mmbengue@caramail.com
PF : Patricia Fidi - fidipat@mageos.com
RTN : Raphael Tshimbulu Ntambue - tntambue@ulb.ac.be
SB : Serge Biramah - sergebi@cafe.tg
SO : Sylvestre Ouedraogo - yam-pukri@cenatrin.bf
PV : Philippe Villette – philippe@ntbf.net
LL : Logiciels Libres ☺

Pour les références, voir le texte introductif du débat « **Les logiciels libres et l’Afrique**
Expériences, ressources, enjeux » sur http://fr.groups.yahoo.com/group/africa_net/

Ce document est une production de la liste africa_net.
copy left – Africa_net - 2002